



Network project for the decentralised and centralised
dissemination of TNP3 results and outcomes

RAPPORT DE SYNTHÈSE "NORD" (SOUS- PROJET 2)

Les compétences linguistiques et interculturelles : facteurs d'employabilité sur le marché du travail Européen.

Récents développements du marché du travail dans les pays nordiques et les états baltes et leurs effets sur les formations de l'enseignement supérieur ainsi que sur les compétences communicatives et linguistiques nécessaires aux diplômés de l'enseignement supérieur.

Introduction

Ce rapport de synthèse décrit brièvement les développements de l'économie, de la société et du marché du travail dans les pays nordiques et les états baltes, ainsi que les défis en terme de communication que de tels développements représentent vis-à-vis des compétences et de l'employabilité des diplômés. Nous décrivons également les initiatives prises par les institutions de l'enseignement supérieur de la région pour répondre à ces défis et pour identifier et préparer les futurs besoins potentiels. Ce rapport est basé sur les versions à jour des rapports nationaux soumis par les participants du TNP-3D entre mars et avril 2007.

Développements de l'économie, de la société et du marché du travail.

Les phénomènes les plus fréquemment observés dans les pays concernés sont une internationalisation rapide, l'omniprésence des TIC, et une prospérité économique en plein essor. Dans les pays membres de l'UE depuis peu, la Lettonie et la Lituanie, ces développements, associés à l'ouverture du marché du travail européen, ont obligé la main d'oeuvre à être mobile, ont augmenté les investissements étrangers, ont fait baisser les taux de chômage (en partie grâce à l'immigration) et ont augmenté la demande de compétences en langues et en techniques de communication, afin de faciliter les contacts multilingues et interculturels qui existent maintenant dans quasiment tous les métiers. Ces nouveaux besoins concernent les traducteurs et interprètes, mais également les entreprises privées, les banques et les administrations publiques, qui ont besoin de personnel capable de communiquer dans une langue étrangère.

En ce qui concerne les pays nordiques, la mondialisation de l'économie a débouché sur le développement de la sous-traitance, de l'investissement, des fusions interculturelles, et des alliances stratégiques, en parallèle à une chute

des taux de chômage. Ces taux ont d'ailleurs tellement baissé que des problèmes de manque de main d'œuvre commencent à apparaître dans certains secteurs, notamment au Danemark, mais également dans d'autres pays nordiques. Pour le moment en Islande, le nombre de travailleurs immigrés est en pleine augmentation, le chômage n'existant pas là bas. De même, le secteur tertiaire s'ouvre à l'internationale et se développe rapidement. Le marché intérieur de ces pays est relativement limité, ce qui signifie que les marchés étrangers n'attirent pas que les investissements et la production mais aussi les activités de R&D. En Finlande, c'est particulièrement le cas pour le secteur de l'informatique et de la plupart des nouvelles technologies, où les marchés indiens ou chinois continuent à être la cible de ses développements, en parallèle à d'autres pays européens. Cela signifie que la main d'œuvre est de plus en plus dépendante des interactions avec les partenaires étrangers, les concurrents, les clients et les consommateurs, ce qui implique de bonnes compétences en terme de connexions interculturelles et de résolution de problèmes, ainsi que de solides compétences culturelles et communicatives, à l'oral comme à l'écrit, à la fois en anglais et dans la langue locale. L'expertise multidisciplinaire, la connaissance des médias et de leurs codes, et les compétences de formation tout au long de la vie sont également considérées comme des qualifications importantes pour les futurs diplômés.

Les développements décrits ci-dessus ont déclenché différents types de réaction aux niveaux nationaux dans les pays traités dans ce rapport. En Lettonie par exemple, près d'un cinquième de la main d'œuvre est partie travailler à l'étranger, ce qui pose de sérieux problèmes. L'éducation, et l'enseignement supérieur en particulier, reconnaissent avoir ici à relever un défi, à savoir identifier et proposer des formations en langue étrangère qui favoriseraient l'employabilité au sein même du pays. Ce problème étant pressant, de nombreux ministères, banques et entreprises spécialisées dans les technologies ont décidé d'organiser des formations dans plusieurs langues en interne. En ce qui concerne le secteur éducatif et l'enseignement supérieur, on considère que le marché du travail letton recherche des spécialistes bien formés et flexibles, qui disposent de bonnes compétences communicatives dans plusieurs langues, capables d'exploiter les concepts de formation tout au long de la vie et maîtrisant l'outil informatique. Pour ces spécialistes, l'anglais n'est pas suffisant pour les rendre compétitifs, mais des compétences en langues arabes ou asiatiques leurs donnent un sérieux avantage.

En Islande par contre, le secteur éducatif n'a pas encore réagi pour répondre aux nouveaux besoins en formations langagières ni pour apprendre l'islandais aux travailleurs immigrants. Les entreprises organisent leurs propres services de formation, et la plupart du temps seul l'anglais est proposé comme seconde langue. Les professionnels de la langue considèrent la participation aux projets européens comme un bon moyen d'améliorer leurs connaissances et de donner

un aperçu à la fois aux preneurs de décisions, aux éducateurs et aux étudiants de l'importance de développer systématiquement des compétences linguistiques pour le développement du pays.

Il y a eu au Danemark deux initiatives du gouvernement en réaction aux nouvelles mutations de la société et du marché du travail. En novembre 2005, le ministère de l'éducation a publié le premier « rapport de compétences nationales » danois. La présentation du document précisait que le gouvernement danois souhaitait créer le meilleur système éducatif du monde. Pour cela, ce document listait toutes les compétences-clés de la population danoise dans de nombreux domaines, pour voir en quelle mesure elles coïncidaient avec les besoins actuels et futurs du marché du travail, et pour poser les bases de futures réformes du système éducatif. L'une des compétences-clé dont il est question dans ce document est la compétence interculturelle, qui inclut les compétences linguistiques. Les compétences interculturelles y sont définies comme suit : « Connaissances personnelles, capacité à comprendre la complexité culturelle et capacité à communiquer librement avec des membres d'une autre culture. » Sur la base de cette définition, le gouvernement a établi que 5% des Danois ont un niveau de compétence interculturelle élevé, 29% un niveau moyen et 66% un niveau faible. En ce qui concerne les compétences linguistiques, 51% des Danois sont capable de parler une autre langue que l'anglais, le suédois ou le norvégien, 13% seulement parle anglais quotidiennement au travail et donc le Danemark est encore loin de réaliser l'objectif de parler 2+1 langues. Le rapport de compétences nationales ne contient cependant aucune recommandation pour améliorer la situation des compétences linguistiques et communicatives.

En avril 2006, le gouvernement danois a publié un « rapport sur la mondialisation », résultant de travaux considérables effectués par ou grâce au conseil de la mondialisation, mis en place par le gouvernement pour mettre au point une stratégie danoise pour l'économie mondiale. Ce document considère également les compétences linguistiques et interculturelles comme importantes pour la main d'œuvre et pour la compétitivité danoise à l'avenir. Cependant, on regrette une absence totale d'actions pour préparer des réformes adaptées, certaines décisions allant même à l'encontre de ce qui est ressorti de ces rapports et des discours publics. Par exemple, il semble que la société danoise soit convaincue de la suffisance de l'anglais, malgré tous ce que peuvent dire les représentants du monde du travail. De plus, la nouvelle réforme du secondaire de 2005 a autorisé les élèves à ne plus apprendre de seconde ou de troisième langue en plus de l'anglais, ce qui aura certainement un impact néfaste sur les offres de formation de l'enseignement supérieur à venir.

Un développement quasi similaire a lieu dans le système éducatif Finlandais. Même si tous les rapports s'accordent à dire que l'anglais continuera à jouer un

rôle majeur, il y est également stipulé que pour avoir un avantage en terme de compétitivité, l'apprentissage d'une ou plusieurs langues locales, européennes ou asiatiques, est primordiale. De plus, le niveau de compétence requis en anglais va augmenter, notamment en anglais écrit. En parallèle, l'apprentissage des langues à l'école se morcelle sous l'influence des changements dans les programmes et dans les cultures, et du développement du plurilinguisme – qui était auparavant une réalité – laissé de plus en plus entre les mains du supérieur. Il s'agit là d'un des plus grands problèmes des professionnels de la langue, à cause de l'augmentation simultanée de la demande de productivité dans ces institutions. Les institutions de l'enseignement supérieur souffrent également de cette tendance productiviste, qui implique des réformes majeures. Le nombre total d'institutions étant de 50 (20 universités et 30 écoles polytechniques, les établissements publics étant tous gratuits) – ce qui est beaucoup pour 5,5 millions d'habitants – le développement de ces structures signifierait des fusions d'établissements ou des coopérations beaucoup plus étroites pour éviter des chevauchements de programmes. Ce phénomène a déjà commencé, et affecte le contenu des formations à tous les niveaux. Même si l'étude minimum de la langue maternelle, de l'autre langue nationale et d'une ou deux langues étrangères dans toutes les formations de l'enseignement supérieur n'est pas encore touchée, on peut penser qu'il ne s'agit que d'une question de temps.

Innovation dans les formations et évolution des besoins.

Alors qu'il existe des similitudes sur la manière dont se sont développées les institutions de l'enseignement supérieur dans les pays nordiques et les états baltes, la manière de modifier le contenu des formations pour répondre aux nouveaux besoins en compétences linguistiques et communicatives est très variée. En Lituanie, le nombre d'étudiants en traduction ou en interprétariat aux niveaux licence ou master a considérablement augmenté. En Lettonie, les développements se sont concentrés sur les problèmes pédagogiques, par exemple l'intégration de la version lettonne du portfolio européen des langues adapté aux adultes, l'utilisation du CECRL, et cherchent également à orienter les formations sur le concept de langue de spécialité, à les étayer par l'utilisation de l'outil informatique et à mettre en place des formations bilingues. De nouveaux programmes sont également à l'étude, pour répondre aux besoins de compétences interculturelles. Le nombre de programmes de licence en langue moderne a également augmenté pour accueillir les langues asiatiques en plus des langues européennes traditionnelles. Cependant, dans tous les programmes non spécialisés dans les langues, l'anglais devient de plus en plus la langue principale.

Comme nous l'avons vu ci-dessus, en Islande les compétences en langues étrangères prennent de l'importance, mais aucun effort n'a été fait dans

l'enseignement supérieur pour augmenter ou diversifier les programmes liés à la langue, ou pour intégrer des cours de langue dans les formations non-langagières. Les cours de langues sont souvent considérés comme un simple passe temps, et sont donc beaucoup moins prestigieux que des cours spécialisés sur un sujet précis, et ne sont en général même pas considérés comme partie intégrante des formations. Les départements d'économie proposent tout de même des moyens pour intégrer des modules de langues dans les programmes de niveau licence, mais ce type d'aménagement n'a pas beaucoup de succès auprès des étudiants. En théorie, ce genre de module est également proposé à tous les étudiants du département de philosophie de l'Université d'Islande, et ce en 13 langues différentes. L'école de commerce de Reykjavík propose elle des cours d'espagnol et d'anglais, mais il serait nécessaire d'étendre cette offre à l'allemand et au français. En ce qui concerne les réactions propres à ce pays, on peut citer la création d'une nouvelle licence en interprétariat social. Ce programme est proposé aux étudiants étrangers résidants en Islande, afin de former des interprètes provenant de divers pays à travailler dans la santé, dans les tribunaux ou dans les écoles. De plus en plus d'intérêt est également porté à la collaboration entre les départements de langues et les autres départements. Enfin, on note un besoin croissant en traducteurs et en interprètes au niveau global.

La tendance est différente au Danemark, où de moins en moins d'étudiants s'inscrivent en licence de langues modernes. Les langues européennes comme le français, l'italien et l'allemand sont particulièrement touchées, alors que l'anglais et l'espagnol ont encore des taux stables. Des cursus d'études contemporaines des pays ou de régions spécifiques, dans lesquels une ou parfois deux langues étrangères font parties intégrante, se portent bien en terme de nombre d'étudiants, mais on déplore une fois encore un fort penchant pour l'apprentissage de l'anglais. De plus, la réforme mentionnée ci-dessus a déjà eu un impact sur les langues choisies dans le secondaire dès la première année de sa mise en place, faisant chuter le nombre d'étudiant à choisir le français, l'allemand, l'espagnol, l'italien ou le russe de 30 à 50% en 2005. La réforme est un indicateur du fait qu'au Danemark, il n'existe aucune cohérence entre les recherches effectuées sur les besoins en compétences linguistiques et les offres de formations. Les nouveaux besoins d'un marché du travail mondialisé ne sont pas pris en compte par l'enseignement supérieur, en particulier car l'enseignement des langues ne fait que rarement partie des cursus des universités. La domination de l'anglais est évidente et de plus en plus de cours sont enseignés dans cette langue. Même si l'introduction d'une politique linguistique a été envisagée, les discussions ont plus porté sur les mesures de protection de la langue danoise que sur la diversification des compétences linguistiques des étudiants.

Même si l'anglais est la langue dominante en Finlande, et que de nombreux cursus sont enseignés en anglais, à la fois dans les écoles polytechniques (pour les licences uniquement), et les universités (pour les masters), les développements des formations proposées par l'enseignement supérieur sont différents de ceux du Danemark. Cela peut se comprendre, dans une situation où les études de langues et de communication ont été obligatoires dans tous les cursus de l'enseignement supérieur pendant plus de 50 ans, et où les centres de langues qui proposent des enseignements linguistiques adaptés à chaque discipline existent eux aussi depuis plus de 50 ans. Malgré les réductions budgétaires continues, les niveaux de compétence requis dans l'enseignement supérieur, pour les deux langues nationales ainsi que pour une ou deux langues étrangères n'ont pas changé depuis l'adoption du système LMD en 2005. Toutes les formations en langue et en communication pour les étudiants non spécialisés en langues ont été ajustées pour répondre au mieux aux besoins de chaque cycle. Ces ajustements ont été réalisés en analysant les réseaux nationaux d'écoles polytechniques (qui proposent des programmes professionnels au niveau licence), de groupes spécifiques à certains domaines (par exemple les études des lettres) et dans tous les centres de langue. Une attention toute particulière a également été prêté aux compétences requises sur le marché du travail à la fin des différents cycles de l'enseignement pour au final devenir un « expert » (par exemple en communication des résultats de la recherche). Un résultat important de la mise en place du processus de Bologne a donc été d'augmenter l'importance de la comparabilité, de la négociation interculturelle, et de l'interfaçage entre les institutions et le marché du travail.

En ce qui concerne les programmes de licence de langues modernes, la conscience de l'existence de nouveaux marchés de l'emploi et donc de nouveaux profils professionnels se développent, ce qui implique donc des changements dans les contenus de licence et de master. Ce processus prend cependant plus de temps que dans les centres de langues, car ceux-ci sont déjà en contact étroit avec le marché du travail et avec les départements non-langagiers, et sont également plus habitués à réagir aux nouveaux besoins en formation. En général, il ne semble pas y avoir de diminution du nombre d'étudiants souhaitant apprendre les langues, que ce soit dans des cursus spécialisés ou non.

De récentes études des besoins en compétences linguistiques ou communicatives du marché du travail finlandais soulignent l'importance des compétences à l'écrit ou à l'oral dans la langue maternelle ainsi que de la capacité à écrire correctement dans une langue étrangère, car la langue utilisée sur les lieux de travail est de moins en moins souvent le finlandais. Les compétences en communication interculturelles minimum sont censées inclure la capacité à participer activement à un échange, de manière à mettre le

locuteur en confiance, à forcer son respect et à l'assurer de sa maîtrise parfaite du sujet.

Collaboration entre les institutions de l'enseignement supérieur et leurs partenaires sociaux.

La consultation et la collaboration entre les institutions de l'enseignement supérieur, les employeurs et les associations d'anciens élèves sont très bien structurées en Finlande, où les besoins en compétences linguistiques du milieu du travail sont suivis depuis les années 70, date où les formations en langues et en communication ont été rendues obligatoires dans toutes les formations. Plus récemment, ces études se sont concentrées sur les groupes professionnels en particulier plutôt que sur le marché du travail en général. Aujourd'hui, la plupart des institutions coopèrent au niveau régional avec les employeurs. Les écoles polytechniques sont également bien intégrées dans de telles coopérations, notamment car les licences proposées par ces écoles nécessitent de réaliser des stages de longue durée. Les résultats de ces concertations sont utilisés pour améliorer le contenu des formations. Dans les universités, la réalisation de tels stages ou projets ne sont pas encore en place dans toutes les sections. Les centres de langues réalisent également des projets, et travaillent en collaboration avec les employeurs, comme par exemple le « Centre for International Mobility » (CIMO : Centre de mobilité internationale), qui a étudié l'importance de la mobilité dans le recrutement auprès de 700 employeurs en 2005. Lors du recrutement, l'une des valeurs appréciée des employeurs est l'engagement des étudiants dans des travaux de terrains en rapport aux circonstances locales du pays, ce qui implique également l'apprentissage de la langue du pays. Cela a été particulièrement utile pour les langues et les cultures rarement traitées par l'enseignement finlandais.

En ce qui concerne la collaboration avec les anciens élèves et les associations d'anciens élèves, les enquêtes sont habituellement menées par des associations professionnelles, et leurs résultats sont communiqués aux institutions pour les aider à développer leurs formations et à améliorer leurs pratiques pédagogiques. En général, le but de ces études est de voir si les programmes proposés par l'enseignement supérieur ont correctement préparé les étudiants à la vie active.

Ces trois dernières années, les consultations structurées entre les institutions de l'enseignement supérieur, les anciens élèves et le marché du travail ont également débuté en Lituanie, où les centres d'étude des carrières des étudiants ont été mis en place dans les plus grandes universités. Le but de ces centres est d'entretenir des contacts étroits avec les différentes entreprises, d'étudier leurs besoins et d'organiser régulièrement des séminaires ou des consultations pour les étudiants. Il existe également des « journées de la carrière », organisées tous les ans, où les représentants des entreprises rencontrent les

étudiants et exposent leurs préférences en ce qui concerne leurs employés potentiels – par exemple, l'Université Technique de Kaunas a organisé une telle journée en mars 2007, et a réuni 84 représentants d'entreprises. La maîtrise d'une langue étrangère (anglais, russe) y a souvent été mentionnée comme compétence-clé, de même que la traduction technique. Cette initiative est soutenue par de nombreuses entreprises ainsi que par la direction de l'université.

Il existe également une association d'anciens élèves en Lituanie. Son objectif est de rester en contact avec les étudiants qui étaient actifs dans les associations d'étudiants, et de partager leurs expériences et leurs observations avec les étudiants actuels. La plupart des universités ont de telles associations depuis de nombreuses années.

Le besoin en consultation et en collaboration structurées entre les institutions et leurs partenaires sociaux est également ressenti au Danemark, en Islande et en Lettonie, mais aucun système n'a été mis en place pour le moment pour y répondre. Quelques initiatives ont été prises en Islande pour combler ce manque, et pour le moment, le programme expérimental d'interprétariat social est un bon exemple d'obtention de fonds externes.

Perspectives et besoins à venir

Les nouveaux besoins prévus pour l'enseignement supérieur dans les pays nordiques et les états baltes sont en accord avec les conclusions de la consultation du 2^{ème} sous-groupe du TNP3 avec les employeurs et les diplômés. Les futurs besoins en offre de formation de l'enseignement supérieur concernent le genre de compétences linguistiques et communicatives nécessaires lorsque le plus grand changement des profils professionnels de toute la main d'œuvre sera son internationalisation et sa mondialisation. Même s'il existe de grandes différences selon les pays, le problème sera similaire pour les institutions supérieures. Des programmes d'enseignement plus modulaires et flexibles seront nécessaires pour permettre le développement professionnel tout au long de la vie. La diversité des compétences sera nécessaire pour tous les types de formation, ce qui implique la mise en place de plus de programmes interdisciplinaires et d'interactions entre les différents secteurs. Le marché de l'éducation est également amené à s'internationaliser, à cause de la mobilité et de l'augmentation de la compétition entre les institutions de l'enseignement. La formation des populations immigrantes devrait quant à elle prendre plus d'importance. Les profils professionnels dans quasiment tous les domaines sont en pleine mutation, et de nouvelles sortes de marché du travail sont en cours d'apparition. Afin d'assurer l'employabilité des diplômés, il est important de poursuivre continuellement les consultations et collaborations. Tous ses

besoins s'appliquent au premier et au second cycle, ainsi qu'à la formation continue. À l'avenir, il sera bientôt obligatoire de disposer de compétences en communication extensive ainsi que de compétences multiculturelles pour s'entretenir avec des personnes provenant d'un contexte ethnique ou culturel différent, que ce soit en face-à-face ou par le biais des nouvelles technologies. De plus, d'excellentes compétences en informatique, en résolution de problèmes, et en travail d'équipe ainsi que la capacité à faire des présentations de qualité seront bientôt nécessaires – toutes ces compétences étant liées aux métiers de la langue ou de la communication. Une fois conscient de l'avènement de tous ces développements et besoins, il est extrêmement important que des efforts soient faits au niveau européen pour produire et diffuser les informations et les recommandations aux institutions européennes de l'enseignement supérieur pour que les décisions adéquates soient prises.

Étude de cas sur l'amélioration des compétences des diplômés

Ci-dessous, deux études de cas sur l'amélioration des compétences des diplômés. L'une d'elle concerne les nouveaux programmes mis en place grâce aux consultations, l'autre traite des consultations et de la collaboration avec le marché du travail pour améliorer les formations et le type de compétence enseigné aux étudiants.

1. LATVIA: New study programmes in translation, interpretation and technology

Expert submitting the case study

Name: Ilze Kangro

Position in institution: Professor, Teacher Education Department, Head;

Expert's institution: Faculty of Education and Psychology, University of Latvia

Date of completion of case study: 20 March, 2007.

1. New curricula or modules.

Although the number of Latvian translators in EU institutions has increased recently, the quality of translation has not visibly improved. The problem stays the same: an insufficient number of full-time translators, a large part of translations done by freelancers (with considerably varying quality, including misinterpretations of the meaning and the use of unauthorised and controversial terminology). There is an increasing demand for highly trained professional translators not only because of rapidly growing international contacts, but also due to the EU membership. Therefore new study programmes were introduced in:

Ventspils University College. Professional Master in Translation and Terminology. Extent: 2 years, part time. Accredited in 2006.

The planned output of the program – high qualified translators with deeper knowledge of LSP and terminology management – fully corresponds to the current needs of Latvian society and domestic and international labour market.

International Higher School of Practical Psychology. Professional Master in the Technology of Translation. 2 years. Accredited in 2006.

Higher School of Economic and Culture. Professional Bachelor in translation and interpreting; Translator,

Interpreter. 4 years. Full time. Accredited in 2003.

The essential difference in the quality of carrying out these study programmes has to be stressed. The programmes at the government institutions of higher education are regularly renewed and supplemented, study courses are improved and new courses are introduced, and also students' surveys are done (the University of Latvia, Faculty of Modern Languages and Ventspils University College).

However, the programmes of private higher education establishments are often just better or worse copies of the ones

at the government higher education institutions. Moreover, the lecturers and professors who work with students in these programmes (at government and private institutions) rather often are the same. This means that they are overloaded and tired and due to that the quality of new study programmes suffers.

2. Consultation / collaboration (established in the last 3 years) between higher education institutions and

organisations / companies in the language industry / professions

At the stage of designing the Professional Master in Translation and Terminology Programme (2003) at Ventspils

University College the development group conducted a poll among experts and some employers on the necessity and basic features of such a programme. Different suggestions were expressed by graduates, translation experts, and potential employers from government and municipal institutions, and private translation agencies to advise the content.

The programme is carried out in close cooperation with the Translation and Terminology Centre, which is gradually transforming into a central institution for terminology development and standardisation in Latvia. There was also close cooperation with educational establishments training translators and interpreters in other EU countries, e.g. School of Applied Languages and Cultural Studies, University of Mainz, Flensburg College, Agder University College etc. Thus, this new Master program is an added value product of international cooperation, especially between "old" and "new" EU countries.

Source: Self-Assessment report on the professional higher education programme "Translation and Terminology" for obtaining the MA degree. Ventspils University College. <http://www.aiknc.lv>

Sources used in the synthesis report: Updates of national reports by Ole Helmersen (Denmark), Oddný Sverrisdóttir (Iceland), Ilze Kangro (Latvia), Anne Räsänen (Finland), and Jurate Zdanyte (Lithuania).

2. FINLAND: A national project monitoring early work careers and employability of university graduates

Expert submitting the case study

Name: Anne Räsänen

Position in institution: Senior Lecturer in English

Expert's institution: University of Jyväskylä Language Centre

Date of completion of case study: 15 March, 2007

(Source: Korhonen, Päivi & Juha Sainio 2006. Viisi vuotta työelämässä. Monialayliopistoista vuonna 2000 valmistuneiden sijoittuminen työmarkkinoille. Helsinki: Aarresaari 2006).

Description:

“Viisi vuotta työelämässä - Five years in working life” – was a **career monitoring project** done in 2006 by the national network of academic career and recruiting services, which is engaged in monitoring early work careers and employability of new graduates. Each university has its own agency responsible also for disseminating the findings.

Thus, both a national report and a university-specific report has been prepared.

Respondents:

- 4 500 graduates from nine multidisciplinary universities; graduation year 2000 (N.B. specialised universities such as business schools are not included in this survey)

Response rate 58 % (total of graduates some 8 000) Findings: Work situation and language-related skills needed:

- 83 % working, 75 % of them in full time permanent positions
- some 60 % in the public sector, 30 % in private enterprises and 8 % in other organizations
- 65 % working in positions directly related to training and 30 % in positions related to some aspect of training
- 75 % working in own academic field where the formal requirement is a graduate degree and some 20 % working in some new market of their own field (N.B. changing profiles)
- Their experience of working life has been that some of the main language-related skills needed in the workplace are problem-solving skills, team working skills and social skills, presentation skills, and mother tongue communication skills, as well as well-developed ICT and

information management skills and ability to work independently. More foreign language skills than just English is a merit.

- Of these skills, university education does not seem to place enough emphasis on developing team working skills, presentation skills, or project management skills.

Recommendations: Respondents also gave advice to today's students. In addition to field-specific advice their recommendations, regardless of their field and workplace, included the following:

- A more extensive module of language and communication studies, including the mother tongue, should be included in the degree (i.e. in addition to what is already required as a compulsory component of all degrees).
- Much attention should be paid to specific communication and presentation skills, ICT skills, and project skills related to working life.
- Critical thinking, prioritisation, and time management are important.
- Students should focus particularly on building solid skills in both the mother tongue and in foreign languages as well as on internationalisation in general.
- Relevance for TNP3: Relates directly to SP2 and the findings of its consultation. The results of the Finnish project are fully in line with the European findings and with the recommendations made in SP2.

Anne Räsänen

Jyväskylän yliopisto (Université de Jyväskylä, FI)

Mai 2007

